

COMPTE RENDU

CTL

du 06/12/2017

C
O
M
I
T
E
T
E
C
H
N
I
Q
U
E
L
O
C
A
L

En début de séance, la CGT a lu la déclaration liminaire suivante :

La journée d'action et de grève du 10 octobre a rencontré un grand succès dans l'ensemble de la Fonction Publique. Cette journée vient s'ajouter à des manifestations contre la loi travail avec une volonté des salariés de toutes les professions d'exiger un droit au travail synonyme de progrès social et non de recul social. Que ce soit dans la fonction publique, dans le privé, dans les établissements publics les logiques sont les mêmes celles de satisfaire les exigences du patronat au profit des actionnaires et surtout au détriment des salariés, retraités, chômeurs...

Le gouvernement doit entendre les citoyens qui très majoritairement, condamnent et rejettent la réforme du droit du travail et les mesures gouvernementales régressives pour les jeunes, les salariés du privé comme du public, les retraités et les privés d'emplois.

Avec 43 % de grévistes à la DDFIP du Lot et Garonne le 10 octobre dernier, les agents ont voulu vous réaffirmer leur colère contre la diminution des moyens, les suppressions d'emplois, les promotions en chute libre, le devenir des missions, le sens du travail, les réformes et restructurations qui n'en finissent pas.

La poursuite et l'amplification de ces politiques de réduction des dépenses publiques ont, nous le savons, de terribles conséquences sur l'avenir de notre administration. D'autant qu'avec cap 2022 sur l'action publique, le ministre Darmanin demande aux directeurs des administrations de « faire preuve d'innovation et d'audace » et de se lâcher... on peut alors s'inquiéter légitimement dans le cadre imposé de voir des pans de missions disparaître du paysage de la DGFIP.

Avec les nouvelles suppressions d'emplois environ 1600 à la DGFIP dont 12 pour le Lot et Garonne et les nouvelles coupes budgétaires annoncées, les conséquences pour les agents seront une fois de plus compliquées avec une plus forte pression encore au travail. Et comme si cela ne suffisait pas, les perspectives de carrière se réduisent comme peau de chagrin, le système de mutation est remis en cause. Alors que les agents sont impliqués au quotidien auprès des usagers, des ordonnateurs, la réponse qui leur est apportée après avoir été à plus de 30 % nationalement à exprimer leurs attentes, est inacceptable. Est-ce à dire que le gouvernement, la direction générale ou encore les directions locales n'ont comme seule réponse que le mépris à afficher aux personnels ?

On le voit déjà, les buts sont clairs : en finir avec l'accueil physique, accélérer les fusions suppressions de services, de postes, de sites, déployer des plate formes de contact, créer des pôles départementaux ou régionaux... à quand la fin de l'accueil comme dans les préfectures ?

Les restructurations s'enchaînent à un rythme intenable, nous le voyons aussi en Lot et Garonne, et le manque d'effectifs s'accroît. Les risques psycho sociaux n'ont jamais été aussi élevés au sein de notre administration. Comme le reflète très bien le baromètre social de notre département.

L'industrialisation, la démultiplication des tâches de travail et l'éloignement de l'usager, sont la négation même des principes de service public : course aux statistiques, perte de proximité pour les missions de contrôle fiscal, fragilisation de la séparation entre ordonnateur et comptable avec la généralisation des services facturiers, suppression du numéraire, accueil uniquement sur rendez-vous, bientôt déclaration uniquement par internet et dématérialisation du paiement de tous les impôts...

Vous comprendrez que face à cet enchaînement de réformes, la CGT finances publiques 47 continuera de se battre pour un service de qualité, de proximité et de pleine compétence capable de prendre en compte tous les besoins. Avec 43 % d'agents en grève le 10 octobre, elle est bien loin d'être seule et continuera à porter les revendications des personnels.

M GUYOT n'a pas fait de commentaire sur cette déclaration mais signale qu'il n'a pas apprécié l'article paru dans le journal "SUD-OUEST" au sujet du problème de chauffage du CFP de MARMANDE. Il a défendu le travail fait par son service du BIL dans la gestion de cette affaire et ne permet pas que soient critiqués ses services. Il a rappelé les remarques infondées, selon lui, sur les fiches d'impact lors de l'absorption de communes.

Concernant l'incident grave de Tonneins, Monsieur GUYOT attend le rapport de la commissaire de Police venue de Paris sur place ainsi qu'à Marmande.

Il constate que des bureaux sont ouverts au public à Agen également et le mauvais positionnement de la caisse.

Il explique que le budget immobilier est décidé dorénavant par le Préfet de Région

L'ordre du jour était le suivant :

- | | |
|---|---|
| 1) Ponts naturels 2018 (vote) | 6) Convention Miramont - Casteljaloux diverses |
| 2) Fusion secteurs assiette Agen (info) | 7) questions diverses |
| 3) GT Travaux Bat BCité Agen | autres points à l'ordre du jour non abordés faute |
| 4) Transfert CDIF Villeneuve-Agen | de temps : SIRHIUS RH ; transfert des recettes |
| 5) Caisse commune CFP Marmande | non fiscales. |

1) La réorganisation des SIP (information)

Afin de libérer Mme Margnac, le CTL commence par la présentation de la réorganisation des SIP sur Tonneins et Agen uniquement pour le moment, Marmande après.

Madame Margnac, responsable du SIP à Agen, explique la réorganisation faite à la Cité Administrative grâce aux études des groupes de travail.

La fusion des 2 secteurs d'assiette devenait normale au vu des effectifs devenus restreints (2x8 personnes). Le travail est réparti de façon collective depuis le 13 Mars 2017.

Une perte d'autonomie individuelle est constatée par certains collègues et une implication forte de l'encadrement est nécessaire (une réunion est prévue chaque lundi).

Ce planning a été rendu nécessaire à l'arrivée de la nouvelle chef de service et d'un fort renouvellement des personnels dans ce secteur découvrant la mission..

Solidaires atteste cet état de fait et met un peu en cause les anciennes chefs de service venant de la filière Gestion Publique.....(la guerre des filières ??? ne sommes nous pas tous à la DGFIP ??)

2) Les ponts naturels 2018

La Direction proposait les 30 Avril, 24 et 31 Décembre 2018 d'après les directives d'une note de service nationale.

La CGT a demandé d'avoir cette note une semaine avant la réunion : comme sœur Anne..... on a rien vu venir.

La direction a indiqué qu'elle était dans l'incapacité d'effectuer une concertation auprès des personnels pour déterminer les dates des "ponts naturels".

La CGT a signalé avoir organisé un sondage auprès des ces adhérents et des personnels. Il en est ressorti que la grande majorité avait choisi le 11 mai, le 24 décembre et le 31 décembre. Par conséquent la CGT a soumis cette proposition au CTL. Les élus CGT ont indiqué que d'autres départements avaient optés pour ces 3 dates.

Monsieur GUYOT et Madame KRIEF se sont rendus, un peu à contre coeur, à cette proposition.

Vote :

pour. (CGT/FO/Direction)

SOLIDAIRES s'est abstenue, bien que confirmant le choix des personnels et, étant d'accord avec la proposition de la CGT. La motivation de leur vote.....la direction n'a pas effectué de sondage.

3) Groupes de travail (information)

- Travaux Phase 2 bâtiment B Cité Administrative Agen :

Dans la cadre de la rationalisation de l'occupation du bâtiment B de la cité administrative d'Agen, la direction a décidé de l'aménagement d'un accueil commun à l'ensemble des service hébergés sur ce site.

Une enveloppe budgétaire de 120 000 € a été spécifiquement octroyée à la DDFIP 47 afin de mener à bien la réalisation des travaux.

Une première réunion a eu lieu le 3 octobre 2017 afin d'examiner les besoins des différents services, avec les différents responsables des services fiscaux et du responsable de la Trésorerie Hospitalière.

La CGT a demandé des informations sur les besoins exprimés, et déplore le manque d'informations et la non concertation avec les agents concernés.

- Transfert mission foncière CDIF Villeneuve-CDIF Agen :

Les entretiens individuels des agents de Villeneuve ont été réalisés par la Direction. Un seul agent semblerait suivre la mission. La CGT a demandé quel était le nombre d'emplois transféré du SIP-CDIF de Villeneuve vers le CDIF d'Agen. M GUYOT répond que la tendance est de 3 emplois mais que des éléments complémentaires seront examinés.

Aussi, nous avons demandé, si la place était suffisante pour "accueillir" les archives vivantes à transférer. Mme KRIEF précise que ce sujet est pris en compte dans les travaux.

La Direction a annoncé le transfert officiel de cette mission considérant qu'elle était devenue logique suite à la réorganisation départementale.

- Caisse commune au CFP de Marmande :

Un état des lieux a été présenté aux organisations syndicales avant le déménagement de la Trésorerie Municipale au CFP de Marmande. Pour la direction, la mise en place de la caisse unique répond aux problématiques de sécurité. Il sera également mis en place une sous-caisse pour la réception des régisseurs.

Un bilan sera fait après le premier trimestre 2018.

La CGT invite les collègues du CFP de Marmande à noter tous les dysfonctionnements et/ou tous les problèmes liés à l'ajustement de la caisse et à l'organisation de l'arrêté comptable journalier.

Dans son rapport de présentation, la direction se félicite de la diminution de près de 50% des espèces encaissés par la DDFIP 47 en 3 ans (2013/2016). Pour la CGT, il faut toutefois lier ce constat à la suppression importante de sites dans le 47. Ainsi, le service public a perdu de sa proximité avec les administrés.

- Fin du dispositif d'entraide entre Miramont et Casteljaloux :

La mission a duré un été et uniquement sur le visa de dépenses : 44 bordereaux entre le 19 juin 2017 et le 31 août 2017. Aucune précisions sur le nombre de mandats concernés et la nature des mandats (fonctionnement, opérations d'ordre, marchés, investissement).

La CGT s'inquiète du devenir de cette trésorerie à terme.

La Trésorerie de Casteljaloux a perdu depuis la gestion de l'Hôpital, et, a également perdu la gestion de la régie des eaux de Casteljaloux. Certe, c'est une Trésorerie mixte (recouvrement de l'impôt et Secteur Public Local).....mais pour combien de temps ???

La durée de ce CTL n'a pas permis d'aborder tous l'ordre du jour. D'un commun accord, il est décidé de reprendre les points de l'ordre du jour restants lors d'une prochaine réunion du comité.

Avant que M GUYOT lève la séance, la CGT a posé les questions suivantes :

- 1) Le remplacement de boc lumineux aux 3^{ème} étages de la cité à Agen.....déjà signalé lors de l'installation des collègues.
- 2) Fuite à un lavabo du même site
- 3) Problème de connexion à distance d'un collègue de la BCR (résolu depuis)
- 4) Le refus de l'installation d'une sous-caisse à la Trésorerie d'Aiguillon (encaissement des régisseurs)
- 5) Un problème d'odeurs côté bâtiment RH de la direction
- 6) La liste des agents susceptibles de prendre leur retraite en 2018
- 7) L'organisation de la future loge d'accueil de la cité administrative d'Agen
- 8) Le désembouage du système de chauffage du CFP de Marmande. La CGT a signalé que cela entraînait la coupure du système sur une semaine.
- 9) Le non respect du protocole de sécurité d'ouverture aux publics, à la Trésorerie Hospitalière, lors de la grève du 10 octobre. La direction a adressé un courrier au chef de site rappelant les conditions du maintien d'ouverture d'un site.
- 10) La CGT a signalé des problèmes de rémunération rencontrés par des agents affectés depuis le 1^{er} septembre dans le département. M Creusot a répondu que le service a fait le nécessaire afin que ces problèmes soient résolus d'ici la fin 2017.

Les représentants CGT

Gilbert SOTTIL
BIL Direction

Patrice MARTIN
SIP AGEN

Didier MIDROUET
T AGEN Male

Bulletin d'adhésion

J'adhère à la CGT !

Nom prénom :

Adresse administrative :

.....

Grade : Echelon/Indice :

Mel : Temps partiel :

Date:..... Signature,

A renvoyer à : Patrice MARTIN / SIP AGEN Cité Administrative

OU Case CGT DDFIP Jacobins

Section du Lot et Garonne du Syndicat National CGT Finances Publiques

Site : <http://www.financespubliques.cgt.fr/47>